



Amin Maalouf

Le naufrage
des civilisations

essai

La question de l'unité arabe allait occuper le devant de la scène tout au long des années qui suivirent l'avènement de Nasser. Devenu le héros suprême des peuples de la région, il s'était fixé pour objectif de les rassembler tous au sein d'un même État allant « de l'océan au Golfe », abolissant ainsi les frontières dessinées par les colonisateurs. Les foules applaudissaient son projet avec enthousiasme.

Cette ferveur monta d'un cran en février 1958, lorsque les dirigeants syriens, las de l'instabilité chronique qui affectait leur pays et conscients de l'adhésion massive de leurs concitoyens aux thèses du panarabisme, demandèrent solennellement au raïs de venir prendre le pouvoir chez eux. Un État unitaire fut proclamé, qui prit le nom de République arabe unie, avec l'Égypte comme « province méridionale » et la Syrie comme « province septentrionale ».

Dans de nombreux pays de la région, la naissance de la RAU fut accueillie par la population avec ravissement. Que l'unité arabe, considérée jusque-là comme un rêve lointain, fût en train de se réaliser concrètement, suscita

un immense espoir, de l'Irak au Yémen et du Soudan au Maroc. À Beyrouth, comme dans plusieurs autres villes libanaises, des manifestations de masse furent organisées pour exiger que le pays se joigne sans tarder à la RAU, et en devienne « la province occidentale ».

Ai-je besoin de souligner que, dans ma famille maternelle, qui venait tout juste de fuir l'Égypte, son régime policier et ses nationalisations punitives, pour se réfugier au Liban, on contemplait avec horreur la perspective d'une annexion de ce dernier à la nouvelle république nassérienne ? On avait l'impression d'être pourchassé par le destin avec acharnement.

Mon père, par conviction personnelle autant que par empathie avec les sentiments de ma mère, était inquiet et indigné de ce qui se passait. En ce temps-là, il tenait dans la presse une chronique quotidienne incisive et sarcastique qui lui valait un grand succès auprès du public. Il y prenait généralement pour cible les atavismes de ses concitoyens et les incongruités de la vie politique. À la proclamation de la RAU, il s'était déchaîné : « Quand on a le privilège de s'appeler l'Égypte, on ne change pas de nom ! Dans les plus grandes universités de la planète, il y a des savants éminents qui portent fièrement le titre d'égyptologues ! Devrions-nous désormais les appeler "rauologues", et demander aux grandes universités qui possèdent des départements d'égyptologie, de les rebaptiser départements de "rauologie" ? »

Beaucoup de lecteurs riaient de bon cœur. Mais beaucoup d'autres ne riaient pas. Mon père reçut même des

menaces de mort. Tous ses amis lui conseillèrent de calmer sa plume, et de ne plus s'en prendre à l'idole des masses de peur qu'il ne se fasse agresser par quelque fanatique. Il est vrai que les esprits étaient échauffés, et que la tension montait dangereusement. Les disputes entre pro-nassériens et anti-nassériens allaient d'ailleurs dégénérer en une véritable guerre civile. Qui fut brève, mais hargneuse et sanglante, puisqu'elle fit plusieurs milliers de victimes.

J'avais neuf ans, et je ne garde que des souvenirs brumeux de ce qu'on appelle, dans l'histoire de mon pays natal, « la révolution de 58 ». Ce qui s'est imprimé dans ma mémoire, ce sont surtout les voix de mon père et de ma mère quand ils évoquaient devant moi certains événements tragiques : l'assassinat d'un journaliste chrétien favorable à Nasser ; l'enlèvement et le meurtre d'un autre journaliste, également chrétien, mais farouchement hostile à Nasser ; l'incendie, par des émeutiers, de la résidence du Premier ministre, l'un des rares politiciens musulmans à avoir osé prendre position ouvertement contre le raïs... Je me rappelle aussi que les écoles demeurèrent fermées pendant six mois.

Quand, le 14 juillet de cette année-là, une révolution sanglante renversa la monarchie irakienne, et que les membres de la famille royale ainsi que les dirigeants favorables à l'Occident furent massacrés dans les rues, les États-Unis redoutèrent que le Liban soit emporté par le torrent nationaliste de gauche qui déferlait sur l'Orient arabe. Dans les quarante-huit heures, leurs troupes étaient

sur place, venues de leur flotte en Méditerranée, de leurs bases en Allemagne, et certaines même transportées par un pont aérien à partir de la Caroline du Nord. Pas moins de quatorze mille hommes prirent part à l'opération ; ils sécurisèrent le port de Beyrouth, l'aéroport, les principales artères et les bâtiments du gouvernement. Les combats entre les factions locales se calmèrent aussitôt.

Pour mettre fin à la crise, un nouveau président fut élu par le Parlement, avec la bénédiction de Washington. C'était le chef de l'armée, le général Fouad Chéhab. Descendant d'une famille princière qui avait longtemps gouverné la Montagne libanaise sous les Ottomans, formé à l'école militaire de Saint-Cyr, admirateur du modèle républicain français, il avait, plus que tout autre dirigeant libanais, le sens de l'État et la volonté de bâtir une nation. Il proclama aussitôt que les événements qui venaient d'ensanglanter le pays n'avaient produit « ni vainqueur, ni vaincu » ; et il se lança dans un vaste chantier visant à consolider la réconciliation et à doter le pays d'institutions modernes.

L'une de ses premières initiatives fut un geste symbolique d'une grande portée, et qui aurait pu avoir des effets durables si le pays et sa région avaient évolué différemment : une rencontre en tête à tête avec Nasser à la frontière syro-libanaise, ou plus précisément dans une cabane bâtie à cheval sur la ligne frontalière séparant le Liban de la « province septentrionale » de la RAU.

Dans cette modeste construction rectangulaire en tôle ondulée, très mal chauffée en dépit des températures hivernales, le président d'une petite nation fragile et

divisée se fit un devoir de discuter d'égal à égal avec l'homme le plus puissant et le plus redouté du monde arabe, et de parvenir avec lui à une sorte de « compromis historique », Chéhab s'engageant à ce que son pays ne serve plus jamais de base aux ennemis de Nasser, et celui-ci promettant, en échange, de ne plus jamais parler d'un rattachement du Liban à la République arabe unie.

Chez les miens, on n'était pas très favorable à cet arrangement. La critique qui revenait sans cesse dans les conversations familiales, c'est que le président libanais s'était « aligné » sur Nasser, qu'il avait transformé notre pays en « satellite » de la RAU, et qu'on allait bientôt voir notre presse bâillonnée et nos entreprises nationalisées.

Mais ces craintes n'étaient pas du tout justifiées. Avec le recul, cette réunion dans la cabane frontalière apparaît même comme l'un des rares moments où le Liban avait su défendre intelligemment sa souveraineté et se préserver des tumultes mortifères de sa région.

*

À l'aube du 28 septembre 1961, Damas fut le théâtre d'un nouveau coup d'État. Cette fois contre Nasser, contre l'union avec l'Égypte. Les putschistes accusèrent le rais d'avoir méprisé leur pays, de l'avoir traité comme une colonie ou une prise de guerre et de l'avoir appauvri. Il est vrai que son socialisme bureaucratique s'était révélé, pour l'économie syrienne, aussi ruineux que pour l'économie égyptienne.

Dans ma famille, l'éclatement de la RAU fut accueilli avec soulagement, et même avec allégresse. Je me souviens encore des cris de joie autour du transistor qui diffusait les communiqués et les chants patriotiques de Radio Damas, contrôlée par les putschistes. Mon père se montra tellement enthousiaste dans sa chronique du lendemain que Chéhab le convoqua au palais présidentiel pour le sermonner.

Le chef de l'État redoutait que la frustration des nombreux partisans de Nasser ne se traduise par des émeutes dans les rues de Beyrouth et des autres villes libanaises, où le souvenir des événements de 1958 était encore vivace. Il ne faut surtout pas verser de l'huile sur le feu ! insistait-il. Les éditorialistes devaient se montrer responsables et circonspects. « Puisque nous avons obtenu ce que nous voulions, faisons semblant d'être tristes pour ceux qui ont perdu », avait dit Chéhab, avec un léger sourire. Mon père, qui m'a souvent répété ce propos, n'a jamais su si l'emploi de ce « nous » était une tournure de style, ou si le président voulait lui faire comprendre qu'il avait les mêmes sentiments que lui.

Ce qui est certain, c'est que l'union syro-égyptienne avait constitué une menace sérieuse et imminente pour l'indépendance du Liban comme pour sa paix civile, et que grâce à la sagesse, à la clairvoyance et à l'habileté de ses dirigeants de l'époque, le pays était sorti de l'épreuve indemne, et peut-être même consolidé.

Dans les années suivantes, on vit se former, pour les échéances électorales, deux coalitions : l'une favorable à la

ligne politique du président Chéhab et appelée justement « la Ligne », l'autre défavorable et baptisée « l'Alliance ». Chacune regroupait aussi bien des chrétiens que des musulmans, qui s'affrontaient sur des idées, des programmes, pas seulement en fonction des considérations claniques ou confessionnelles. Le pays semblait engagé sur le bon chemin, celui d'une nation adulte, bien décidée à se moderniser et à « séculariser » graduellement sa vie politique et ses institutions.

Cette orientation était noble, saine, stimulante, audacieuse, et elle avait des chances de réussir. Le pays avait de sérieux atouts. Il était à l'avant-garde de sa région par ses écoles, ses universités, ses journaux, ses banques, et ses traditions marchandes. Il se distinguait par une grande liberté d'expression, et une grande ouverture sur l'Orient comme sur l'Occident. Il aurait pu tirer l'univers levantin et l'ensemble du monde arabe vers le haut, vers plus de démocratie et plus de modernité. Mais c'est lui qui a été tiré vers le bas. Vers plus de violence et plus d'intolérance. Vers la détresse et la régression. Vers la perte de toute confiance en soi et de toute vision de l'avenir.